

Document

L'administration Obama s'attaque aux actifs toxiques. (24.03)

AP – 23.03

Face à la pire crise depuis 1929, l'administration Obama s'attaque au nettoyage du secteur bancaire: le secrétaire au Trésor Timothy Geithner a présenté lundi son très attendu plan de purge des banques américaines, destiné à les débarrasser de jusqu'à 1.000 milliards de dollars d'actifs "toxiques" pour pouvoir débloquer le crédit et relancer l'économie.

Barack Obama a assuré que son équipe économique était "très confiante" dans l'efficacité du plan Geithner, qui combine des prêts à taux faible et entre 75 et 100 milliards de dollars (55 et 73,4 milliards d'euros) restant des 700 milliards (514 milliards d'euros) du plan Paulson de sauvetage des banques, pour inciter les investisseurs du secteur privé à racheter ces actifs.

Le plan vise à purger au départ environ 500 milliards de dollars (367 milliards d'euros) de ces créances douteuses qui plombent les comptes des banques. L'administration Obama envisage d'aller jusqu'à 1.000 milliards (735 milliards d'euros) si le plan démontre son efficacité à sortir ces actifs pourris qui continuent de bloquer les prêts aux entreprises et aux particuliers, empêchant une reprise économique.

"La bonne nouvelle c'est que nous avons un élément supplémentaire crucial pour notre reprise", s'est félicité le président Obama, entouré de son équipe économique dans la Cabinet Room. "Mais nous avons encore un long chemin devant nous".

D'autant qu'il faudra encore attendre avant que les effets du plan se fassent sentir, a-t-il prévenu. "Cela ne va pas arriver du jour au lendemain. Mais nous savons que nous avançons dans la bonne direction", a souligné le chef de la Maison Blanche.

Barack Obama s'est d'ailleurs félicité des "lueurs d'espoir" distinguées sur le marché du logement, où l'éclatement de la bulle immobilière avait déclenché la crise des subprimes, des prêts hypothécaires à haut risque à l'origine de l'effondrement du système financier et économique. Selon les chiffres annoncés lundi par l'Association nationale des agents immobiliers, les ventes de logements existant ont augmenté de 5,1% en février, une hausse inattendue.

Les marchés ont salué avec enthousiasme l'annonce du plan Geithner: à la bourse de New York, le Dow Jones (actualité) a gagné près de 500 points pour terminer la séance en hausse de 6,8%.

Mais le plan risque de rencontrer une certaine résistance au Congrès, qui a passé une semaine à fustiger Wall Street après le scandale des bonus versés par l'assureur AIG, tout juste renfloué grâce à des milliards d'aide fédérale.

En présentant son plan, Timothy Geithner a exhorté à la patience, expliquant qu'il fallait continuer d'oeuvrer pour sauver les banques et l'industrie financière malgré "la profonde colère et l'indignation" suscitées par les mauvaises pratiques bancaires en terme de prêts et d'investissement.

Dans son dossier de présentation du plan Geithner diffusé lundi, l'administration Obama dit s'attendre à la participation d'un large éventail de sources privées, allant des fonds de pensions aux compagnies d'assurances et d'autres investisseurs à long terme.

La Réserve fédérale, la banque centrale américaine, et la Federal Deposit Insurance Corp (FDIC), une agence gouvernementale indépendante qui garantit les dépôts bancaires, joueront un rôle important pour fournir les liquidités nécessaires.

Dans une transaction type du Programme d'investissement public-privé, pour 100 dollars (73,4 euros) de crédits hypothécaires douteux rachetés aux banques, le secteur privé verserait sept dollars (environ 5 euros) et le gouvernement sept aussi. Les 86 dollars (63 euros) restants seraient couverts par un prêt de l'Etat apporté la plupart du temps par la FDIC.

L'Etat assume ainsi la majeure partie du risque, mais pour Timothy Geithner, il n'avait pas vraiment le choix, les seules alternatives étant soit de ne rien faire et risquer une récession prolongée, soit d'assumer la totalité du risque. "Il ne fait pas de doute que le gouvernement prend des risques", a-t-il reconnu devant la presse. "On ne peut pas résoudre une crise financière sans que le gouvernement prenne des risques."

Le secrétaire au Trésor a également expliqué qu'il y aurait des avantages importants à ce que les participants du secteur privé soient en compétition et fassent monter les enchères pour fixer les prix des actifs toxiques.

Depuis que la crise du crédit a éclaté à l'automne, précipitant l'économie mondiale dans la récession, l'administration américaine se bat pour trouver un moyen d'absorber ces créances douteuses. Le plan Geithner a été conçu pour résoudre l'épineux problème de l'évaluation du prix de ces avoirs, tout en montrant que le gouvernement a suffisamment de capital pour faire la différence.

Certains "hedge funds" et d'autres investisseurs se sont montrés réticents à participer au nouveau programme de crainte que le Congrès ne les soumettent à ce qu'ils considèrent comme des restrictions onéreuses sur les compensations de leurs dirigeants.

Les responsables de l'administration affirment néanmoins avoir trouvé le juste équilibre pour attirer les investisseurs privés et absorber une partie des avoirs toxiques, qui selon certaines estimations pourraient dépasser plus de 2.000 milliards de dollars (1.469 milliards d'euros).